

**Autorisation d'installation
d'un échafaudage**

Rue du Faubourg Saint Jacques

N° 2023 - 210

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2023 en date du 28 mars 2023,

Considérant, que des travaux de ravalement de façade, **26 rue du Faubourg St Jacques,** nécessitent la prolongation de l'installation d'un échafaudage,

Considérant, la demande en date du 25 avril 2023 présentée par l'entreprise **VIF FACADES** – 15 rue des Partenais – 37250 Veigné.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de ravalement de façade, **l'entreprise VIF FACADES** est autorisée à prolonger l'installation d'un échafaudage de **5,50 mètres** sur le domaine public au **26 rue du Faubourg Saint Jacques, du 20 avril 2023 à 18 h 00 au 20 mai 2023 à 18 h 00.**

Article 2 : L'entreprise VIF FACADES devra s'assurer à tout moment que l'installation de cet échafaudage ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons.

Article 3 : En fonction de la particularité de l'implantation de l'échafaudage, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation et de barrières ainsi que d'éclairage de la structure.

Article 4 : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

Article 5 : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R.417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 6 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'installation d'échafaudage d'un montant de 25,30 € (1.15 € le mètre linéaire par semaine).

Article 7 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux.

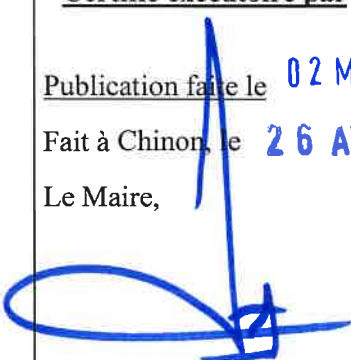
Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale Intercommunale, L'entreprise chargée des travaux, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL.

Certifié exécutoire par :

Publication faite le 02 MAI 2023
Fait à Chinon, le 26 AVR. 2023
Le Maire,

Fait à Chinon, le 26 AVR. 2023
Le Maire,


Jean-Luc DUPONT


Jean-Luc DUPONT